

TOUTE LA RESPONSABILITÉ !

A l'appel des Unions Régionales FO - CGT - FSU - SOLIDAIRES, des organisations étudiantes et lycéennes, nous étions des milliers sur la place de l'Hôtel de Ville (celle-ci était complètement occupée) à attendre les réponses du Conseil constitutionnel.

Avant 18h00, la clameur qui s'élevait n'était pas joyeuse mais celle d'une colère sourde qui montait en apprenant les décisions des "Sages" : le rejet de quelques mesures seniors mais la validation de la quasi totalité de la loi et notamment l'allongement de l'âge de départ à 64 ans.

Même si ceux qui s'étaient rassemblés ne croyaient pas à une décision qui conduisait à retoquer la mesure d'âge de départ, la colère était là mais aucune résignation dans les slogans de tous ces militants, bien décidés à poursuivre la lutte.

On pouvait entendre concernant le Conseil constitutionnel : "Mais vous savez bien qui les désigne !" ; "ce n'est pas que juridique !" Pour certain, c'est la vengeance de 1995 etc...

Les responsables des URIF FO - CGT - FSU et SOLIDAIRES s'exprimaient tour à tour ainsi que la représentante de l'UNEF.

Tous annonçaient, que décision ou pas, nous continuerons le combat jusqu'au retrait en indiquant que dès le lendemain les réunions qui se tiendraient sur le plan national ou régional, appelleraient de nouveau aux assemblées générales qui décideront des appels à la grève, aux blocages, aux manifestations.

Le président de la République, en choisissant une nouvelle fois la provocation (comme l'a dit le secrétaire général de la CGT-FO, Frédéric Souillot aux "4 Vérités") en promulguant la loi dans la nuit comme un malfaiteur il va encore porter, seul, la responsabilité de conflits durs. C'est lui tout seul qui l'aura voulu.

Les Français interrogés, le matin de la promulgation sont, en très grande majorité scandalisés par les décisions prises et en désaccord avec ce président.

Il voulait passer à autre chose ? Il va y avoir droit car les travailleuses et les travailleurs, le peuple n'acceptent pas cette nouvelle atteinte à la démocratie. Et s'il faut durcir les actions, nous y sommes prêts !

Qu'il aille se faire voir quand il annonce qu'il faut échanger avec les organisations syndicales !

Qu'il échange avec ses "amis" du Conseil constitutionnel et ses ministres tous !

Paris, le 16 avril 2023